

241 L Mo 69/2  
( 1962 - 1964 )

Bussets, buvettes, etc., des Gares

*ch'fe*  
S.N.C.F. (Région OUEST)  
EXPLOITATION  
Service Général  
1<sup>re</sup> Subdivision  
3<sup>ème</sup> SECTION B

EX.O.N.° 346 G.1 B  
-----

17032 Paris, le 20 AVR 1944

S.N.C.F.  
SERVICES FINANCIERS  
21 AVR 1944  
938

BUREAU de la LIQUIDATION  
DOCUMENTS  
DOSSIER  
N° 17032

Monsieur le DIRECTEUR des Services  
Financiers

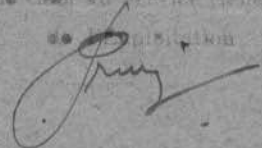
Il a été décidé qu'à dater du 1<sup>er</sup> Janvier  
1944, le service de l'Exploitation serait seul chargé  
de toutes les questions concernant les buffets des  
gares.

La facturation de toutes les sommes dues à  
la S.N.C.F. par les concessionnaires incombe donc à  
ce Service depuis cette date.

P. LE CHEF DE L'EXPLOITATION

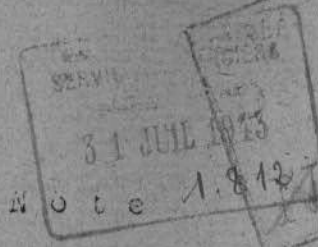
Le Chef du Service Général

de la Région Ouest



17082

*Si ne pas*



Paris, le

*M. Lapierre*

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration  
au sujet de la réduction de la redevance due au titre de l'année 1942  
par les concessionnaires du buffet de la gare de Lyon.

Montant de la remise ..... 110.833 frs

Le buffet de la gare de Lyon a été concédé pour une durée de  
3, 6 ou 9 années à dater du premier avril 1939.

La redevance comprend deux parties :

- 1<sup>o</sup> - une redevance fixe de 125.000 frs.
- 2<sup>o</sup> - une redevance variable (s'appliquant aux recettes brutes  
défalcation faite de 171.61 sur le chiffre d'affaires et de  
la moitié des recettes provenant des consommations et repas  
servis aux agents).

Les taux de cette redevance variable sont de :

5 %	sur la tranche de 0 à 4.000.000 frs
6 %	" de 4 millions à 5 millions de frs
7 %	" de 5 " 6 "
8 %	" de 6 " 7 "
9 %	" de 7 " 8 "
10 %	" au-dessus de 8 millions.

Les recettes du buffet pour les années 1937 et 1938 ont été  
respectivement de 7.304.000 frs et 7.163.000 frs, mais la situa-  
tion exceptionnelle créée par l'état de guerre a montré considéra-  
blement les conditions d'exploitation ; l'acquisition de l'année,  
augmentation du prix d'achat des marchandises, suppression d'un  
certain nombre de trains, interdiction de faire monter les voi-  
turettes à provision pendant la nuit.



A la demande des buffetiers une remise de 100.000 frs sur le montant de la redevance fut consentie en mai 1940, au titre de l'exercice 1939. Les buffetiers avaient en effet présenté un bilan auquel ressortait pour l'année 1939, avec un chiffre d'affaires de 7.044.000 frs un déficit d'exploitation de 132.039 frs.

En 1940, le chiffre d'affaires du buffet a subi une nouvelle et très forte baisse, le chiffre des recettes : 4.240.000 frs accusait en effet, sur le chiffre de 1939 une différence en moins de 41 % laissant apparaître un déficit d'exploitation de 293.720 frs.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 23 avril 1941 a accordé une remise de 157.920 frs, c'est-à-dire 50 % de la redevance découlant normalement du jeu du contrat de concession.

Pour remédier à la baisse du chiffre d'affaires, la région du Sud-Est, en accord avec le Secrétariat Général avait envisagé la création de commerces annexes permettant aux buffetiers de s'adapter aux circonstances actuelles. La gare de Lyon est en effet la seule grande gare de Paris dans laquelle les voyageurs, notamment les voyageurs de banlieue, ne peuvent trouver à un prix modique des rafraîchissements et des produits courants d'alimentation.

Mais ce projet n'a pu être réalisé en raison de réquisitions de locaux et faute de matériel.

D'autre part, une amélioration de l'exploitation du buffet a été recherchée dans une compression des dépenses. Sous la surveillance très étroite de la S.N.C.F., nos buffetiers se sont employés à réduire leurs frais généraux qui, malgré des charges nouvelles sont passés ainsi de 2.940.000 frs en 1939 à 1.875.000 frs en 1940 et à 1.547.000 frs en 1941.

Mais les alcools et le vin qui laissent une marge très importante de bénéfices sont maintenant strictement contingentés. Malgré la hausse du prix des denrées et des repas, le chiffre d'affaires de 1941 a continué à baisser, il s'est élevé à : 4.124.374 frs contre 4.240.000 frs en 1940, soit une baisse de 43 % par rapport à celui de 1939.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 20 mai 1942 a accordé à MM. GUINTEAU et LAFITTE une nouvelle remise de 50 % sur le montant de la redevance, c'est-à-dire 113.551 frs.

Malgré cette remise et la compression à l'extrême des frais généraux, l'exercice 1941 se solde par une perte nette de 96.777 frs.

En 1942, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5.145.000 frs faisant ainsi ressortir une augmentation d'un million environ sur celui de l'année précédente. Par contre, les frais généraux se sont élevés parallèlement par suite du réajustement obligatoire des salaires et des charges sociales et de l'augmentation des impôts, et ont atteint le chiffre de 2.263.000 frs contre 1.547.000 frs en 1941. La perte nette afférente à cet exercice ressort à 329.900 frs.

La région du Sud-Est avait proposé d'accorder à nos concessionnaires une remise de 40 % sur la redevance de 369.445 frs calculée d'après les clauses du traité.

Mais comme les recettes réalisées en 1942 représentent seulement une diminution de 30 % par rapport à celles de 1938, nous proposons de limiter la remise à ce même taux. La réduction ainsi accordée serait de 110.833 frs ce qui ramènerait le déficit d'exploitation à la charge des concessionnaires à 219.067 frs.

La sous-commission des Marchés qui a examiné le dossier lors de sa présentation au Conseil d'Administration du 20 mai 1942 a reconnu que le contrat pris en lui-même, semblait difficilement viable, le montant de 125.000 frs prévu pour la redevance fixe ne paraissant pas permettre au concessionnaire avec des recettes de l'ordre de 4 millions, de réaliser l'équilibre financier de son exploitation.

Il est cependant à presumer que la situation du buffet s'améliorera au cours de l'année 1943.

La suppression de la ligne de démarcation, la mise en service de 8 nouveaux trains ont amené à la gare de Lyon une augmentation du nombre de voyageurs dont le buffet bénéficie.

Nous avons fait admettre par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances le principe d'une revision des catégories dans les quelles sont classés nos buffets. Le buffet de la gare de Lyon est actuellement classé dans la catégorie E. Nous pensons pouvoir obtenir son classement dans la catégorie A, ce qui contribuera à l'augmentation du chiffre d'affaires.

Nos concessionnaires sont d'excellents exploitants. Le déficit constant de leur exploitation ne leur est pas imputable.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir accorder à MM. GERARD et NEU une remise de 110.833 frs sur la redevance afférente à l'exercice 1942.